

§ 2. Artikel 69, § 2, eerste lid, van hetzelfde besluit, wordt door de volgende bepaling vervangen:

“De administrateur-generaal van het Bestuur Onderwijs kan de bevoegdheden bedoeld in § 1 aan de directeur-generaal voor het personeel van het door de Franse Gemeenschap georganiseerd onderwijs, aan de directeur-generaal voor het personeel van het gesubsidieerd onderwijs, aan de adjunct-directeur-generaal van de algemene dienst coördinatie, opvatting en maatschappelijke relaties of aan de adjunct-directeur-generaal van de algemene dienst voor het bestuur van het personeel van het gesubsidieerd onderwijs delegeren, ongeacht hun respectieve bevoegdheden. Deze directeurs-generaal en adjunct-directeurs-generaal kunnen, ongeacht hun respectieve bevoegdheden, de bevoegdheden bedoeld bij § 1, 5°, 22° en 24° tot 31°, aan een ambtenaar van minstens rang 12 delegeren, de bevoegdheden bedoeld bij § 1, 34° en 35°, aan een ambtenaar van minstens rang 10, en de bevoegdheden bedoeld bij § 1, 1°, 2°, 3°, 4°, 6° tot 13°, 15°, 17° en 18°, aan ambtenaren van niveau 1. “.

Art. 7. In hetzelfde besluit, wordt het opschrift van afdeling 4 van Hoofdstuk III vervangen door het volgende opschrift: “Afdeling 4: Bijzondere delegaties aan het Algemeen bestuur Onderwijs wat betreft de bevoegdheden toegewezen aan de algemene directie Leerplichtonderwijs, aan de algemene directie Niet-verplicht Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek, aan de algemene inspectiedienst voor het door de Franse Gemeenschap georganiseerd onderwijs en aan de algemene dienst Sturing van het Onderwijsstelsel”.

Art. 8. In artikel 70, § 4, eerste lid, van hetzelfde besluit, worden de woorden “de administrateur-generaal van het Algemeen bestuur Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek” vervangen door de woorden “de administrateur-generaal van het Algemeen bestuur Onderwijs”.

In artikel 70, § 4, tweede lid, van hetzelfde besluit, worden de woorden “de administrateur-generaal van het Algemeen bestuur Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek” vervangen door de woorden “de administrateur-generaal van het Algemeen bestuur Onderwijs”.

Art. 9. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het wordt ondertekend.

Art. 10. De Minister bevoegd voor de ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 18 juli 2018.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderzoek en Media,

J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Onderwijs,

M.-M. SCHYNS

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en voor de Administratieve Vereenvoudiging,

A. FLAHAUT

De Minister van Onderwijs voor Sociale Promotie, Jeugd,

voor Vrouwenrechten en Gelijke Kansen,

I. SIMONIS

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2018/31979]

19 SEPTEMBRE 2018. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 31 janvier 2013 relatif aux modalités de fonctionnement de la Commission des titres pour l'accès aux fonctions dans l'enseignement

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 19 octobre 2017 relatif à la reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de fonctions enseignantes dans les établissements d'enseignement préscolaire, primaire, secondaire ordinaire et spécialisé, artistique, de promotion sociale et supérieur non universitaire, secondaire artistique à horaire réduit de la Communauté française, article 10;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 31 janvier 2013 relatif aux modalités de fonctionnement de la Commission des titres pour l'accès aux fonctions dans l'enseignement;

Vu le « test genre » du 21 décembre 2017 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1°, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 22 février 2018;

Vu le protocole du 23 avril 2018 contenant les conclusions des négociations menées au sein du Comité de Secteur IX, du Comité des Services publics provinciaux et locaux, Section II, et du Comité de négociation pour les statuts des personnels de l'enseignement libre subventionné;

Vu l'avis de l'Académie de recherche et d'enseignement supérieur, donné le 10 juillet 2018;

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours, adressée au Conseil d'État le 24 juillet 2018, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Ministre de l'Éducation et de la Ministre de l'Enseignement de Promotion sociale;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'intitulé de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 31 janvier 2013 relatif aux modalités de fonctionnement de la Commission des titres pour l'accès aux fonctions dans l'enseignement, les mots « Commission des titres pour l'accès aux fonctions dans l'enseignement » sont remplacés par les mots « Commission des titres pour l'accès aux fonctions enseignantes ».

Art. 2. Au deuxième alinéa du préambule de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 31 janvier 2013 relatif aux modalités de fonctionnement de la Commission des titres pour l'accès aux fonctions dans l'enseignement, les mots « le décret du 23 janvier 2009 portant des dispositions relatives à la reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de fonctions dans les établissements d'enseignement préscolaire, primaire, secondaire ordinaire et spécialisé, artistique, de promotion sociale et supérieur non universitaire, secondaire artistique à horaire réduit de la Communauté française et les internats dépendant de ces établissements, et dans les centres psycho-médico-sociaux, relatives au congé pour activités sportives et diverses mesures urgentes en matière d'enseignement, l'article 8, § 4 » sont remplacés par les mots « le décret du 19 octobre 2017 relatif à la reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de fonctions enseignantes dans les établissements d'enseignement préscolaire, primaire, secondaire ordinaire et spécialisé, artistique, de promotion sociale et supérieur non universitaire, secondaire artistique à horaire réduit de la Communauté française, l'article 10 ».

Art. 3. L'article 1^{er} du même arrêté est abrogé.

Art. 4. Dans l'article 2, alinéa 1^{er}, du même arrêté, les mots « Commission des titres pour l'accès aux fonctions dans l'enseignement » sont remplacés par les mots « Commission des titres pour l'accès aux fonctions enseignantes ».

Art. 5. Dans l'article 2, alinéa 1^{er}, du même arrêté, les mots « du 23 janvier 2009 portant des dispositions relatives à la reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de fonctions dans les établissements d'enseignement préscolaire, primaire, secondaire ordinaire et spécialisé, artistique, de promotion sociale et supérieur non universitaire, secondaire artistique à horaire réduit de la Communauté française et les internats dépendant de ces établissements, et dans les centres psycho-médico-sociaux, relatives au congé pour activités sportives et diverses mesures urgentes en matière d'enseignement » sont remplacés par les mots « du 19 octobre 2017 relatif à la reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de fonctions enseignantes dans les établissements d'enseignement préscolaire, primaire, secondaire ordinaire et spécialisé, artistique, de promotion sociale et supérieur non universitaire, secondaire artistique à horaire réduit de la Communauté française ».

Art. 6. L'article 2, alinéa 1^{er}, du même arrêté est complété comme suit : « du décret du 19 octobre 2017 précité. ».

Art. 7. Dans l'article 3, alinéa 4, du même arrêté, les mots « sera désigné préalablement » sont remplacés par les mots « est désigné préalablement par voie électronique ».

Art. 8. Dans l'article 5, alinéa 1^{er}, du même arrêté, les mots « Commission des titres pour l'accès aux fonctions dans l'enseignement » sont remplacés par les mots « Commission des titres pour l'accès aux fonctions enseignantes ».

Art. 9. L'article 6 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 6. Toute personne qui introduit une demande d'avis auprès de la Commission peut être entendue par celle-ci, si elle en exprime le souhait. Le réexamen de la demande est toutefois subordonné à la présentation par le demandeur d'éléments nouveaux de nature à modifier éventuellement la décision. ».

Art. 10. Dans l'article 8 du même arrêté, les mots « article 8, § 3, du décret du 23 janvier 2009 » sont remplacés par les mots « article 11, du décret du 19 octobre 2017 précité ».

Art. 11. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2018.

Art. 12. Les Ministres qui ont les statuts des personnels de l'enseignement dans leurs attributions sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 19 septembre 2018.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur,
de la Recherche et des Médias,
J.-Cl. MARCOURT

La Ministre de l'Education,
M.-M. SCHYNS

La Ministre de l'Enseignement de Promotion sociale, de la Jeunesse,
des Droits des Femmes et de l'Egalité des Chances,
I. SIMONIS

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2018/31979]

19 SEPTEMBER 2018.— Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 31 januari 2013 betreffende de nadere regels voor de werking van de Commissie voor de bekwaamheidsbewijzen voor de toegang tot de ambten in het onderwijs

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 19 oktober 2017 betreffende de erkenning van de beroepskwalificaties voor de uitoefening van ambten van het onderwijzend personeel in de inrichtingen voor voorschools, lager en secundair gewoon en gespecialiseerd onderwijs, kunstonderwijs, onderwijs voor sociale promotie en niet universitair hoger onderwijs, kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan van de Franse Gemeenschap, artikel 10;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 31 januari 2013 betreffende de nadere regels voor de werking van de Commissie voor de bekwaamheidsbewijzen voor de toegang tot de ambten in het onderwijs;

Gelet op de « gendertest » van 21 december 2017 uitgevoerd met toepassing artikel 4, tweede lid, 1^o, van het decreet van 7 januari 2016 houdende integratie van de genderdimensie in het geheel van de beleidslijnen van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 22 februari 2018;

Gelet op het protocol van 23 april 2018 waarin de conclusies van de onderhandelingen gevoerd binnen het Comité van Sector IX, van het Comité van de Provinciale en plaatselijke openbare diensten, Afdeling II, en van het Onderhandelingscomité voor de statuten van het personeel van het gesubsidieerd vrij onderwijs, vervat zijn;

Gelet op het advies van de « Académie de recherche et d'enseignement supérieur » (Academie voor Onderzoek en Hoger Onderwijs), gegeven op 10 juli 2018;

Gelet op de aanvraag om advies binnen een termijn van 30 dagen, gestuurd aan de Raad van State op 24 juli 2018, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende het gebrek aan mededeling van het advies binnen deze termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Hoger Onderwijs, de Minister van Onderwijs en de Minister van Onderwijs voor sociale promotie;

Na beraadslaging,
Besluit :

Artikel 1. In het opschrift van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 31 januari 2013 betreffende de nadere regels voor de werking van de Commissie voor de bekwaamheidsbewijzen voor de toegang tot de ambten in het onderwijs, worden de woorden « Commissie voor de bekwaamheidsbewijzen voor de toegang tot de ambten in het onderwijs » vervangen door de woorden « Commissie voor de bekwaamheidsbewijzen voor de toegang tot de onderwijzende ambten ».

Art. 2. In het tweede lid van het opschrift van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 31 januari 2013 betreffende de nadere regels voor de werking van de Commissie voor de bekwaamheidsbewijzen voor de toegang tot de ambten in het onderwijs, worden de woorden « het decreet van 23 januari 2009 houdende diverse bepalingen betreffende de erkenning van de beroepskwalificaties vereist voor de uitoefening van ambten in de inrichtingen voor gewoon en gespecialiseerd voorschools, lager en secundair onderwijs, kunstsonderwijs, onderwijs voor sociale promotie en niet-universitair hoger onderwijs, kunstsonderwijs met beperkt leerplan van de Franse Gemeenschap en de internaten die van deze inrichtingen afhangen, en in de psycho-medisch-sociale centra, betreffende het verlof voor sportactiviteiten en houdende diverse dringende maatregelen inzake onderwijs, artikel 8, § 4 » vervangen door de woorden « het decreet van 19 oktober 2017 betreffende de erkenning van de beroepskwalificaties voor de uitoefening van ambten van het onderwijzend personeel in de inrichtingen voor voorschools, lager en secundair gewoon en gespecialiseerd onderwijs, kunstsonderwijs, onderwijs voor sociale promotie en niet universitair hoger onderwijs, kunstsonderwijs met beperkt leerplan van de Franse Gemeenschap, artikel 10 ».

Art. 3. Artikel 1 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 4. In artikel 2, eerste lid, van hetzelfde besluit worden de woorden « Commissie voor de bekwaamheidsbewijzen voor de toegang tot de ambten in het onderwijs » vervangen door de woorden « Commissie voor de bekwaamheidsbewijzen voor de toegang tot onderwijzende ambten ».

Art. 5. In artikel 2, eerste lid, van hetzelfde besluit worden de woorden « van 23 januari 2009 houdende diverse bepalingen betreffende de erkenning van de beroepskwalificaties vereist voor de uitoefening van ambten in de inrichtingen voor gewoon en gespecialiseerd voorschools, lager en secundair onderwijs, kunstsonderwijs, onderwijs voor sociale promotie en niet-universitair hoger onderwijs, kunstsonderwijs met beperkt leerplan van de Franse Gemeenschap en de internaten die van deze inrichtingen afhangen, en in de psycho-medisch-sociale centra, betreffende het verlof voor sportactiviteiten en houdende diverse dringende maatregelen inzake onderwijs » vervangen door de woorden « van 19 oktober 2017 betreffende de erkenning van de beroepskwalificaties voor de uitoefening van ambten van het onderwijzend personeel in de inrichtingen voor voorschools, lager en secundair gewoon en gespecialiseerd onderwijs, kunstsonderwijs, onderwijs voor sociale promotie en niet universitair hoger onderwijs, kunstsonderwijs met beperkt leerplan van de Franse Gemeenschap ».

Art. 6. Artikel 2, eerste lid, van hetzelfde besluit wordt aangevuld als volgt : « van het bovenvermelde decreet van 19 oktober 2017. ».

Art. 7. In artikel 3, vierde lid, van hetzelfde besluit worden de woorden « zal door de voorzitter of zijn plaatsvervanger vooraf aangewezen worden. » vervangen door de woorden « wordt door de voorzitter of zijn plaatsvervanger vooraf langs elektronische weg aangewezen ».

Art. 8. In artikel 5, eerste lid, van hetzelfde besluit worden de woorden « Commissie voor de bekwaamheidsbewijzen voor de toegang tot de ambten in het onderwijs » vervangen door de woorden « Commissie voor de bekwaamheidsbewijzen voor de toegang tot de onderwijzende ambten ».

Art. 9. Artikel 6 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 6. Iedere persoon die een aanvraag om advies bij de Commissie indient, kan, indien zij het wenst, door deze gehoord worden. De aanvraag zal opnieuw onderzocht worden op voorwaarde dat de aanvrager nieuwe elementen voorleggen waarbij de beslissing eventueel zal gewijzigd worden. ».

Art. 10. In artikel 8 van hetzelfde besluit worden de woorden « artikel 8, § 3, van het decreet van 23 januari 2009 » vervangen door de woorden « artikel 11, van het bovenvermelde decreet van 19 oktober 2017 ».

Art. 11. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2018.

Art. 12. De Ministers bevoegd voor de statuten van het personeel van het onderwijs zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 19 september 2018.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Vice-President en Minister van Hoger Onderwijs,
Onderzoek en Media,
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Onderwijs,
M.-M. SCHYNS

De Minister van Onderwijs voor Sociale Promotie, Jeugd,
Vrouwenrechten en Gelijke Kansen,
I. SIMONIS

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2018/40718]

19 SEPTEMBRE 2018. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 9 février 1998 portant délégation de compétence et de signature aux fonctionnaires généraux et à certains autres agents des Services du Gouvernement de la Communauté française. — Ministère de la Communauté française, pour ce qui concerne les délégations particulières à l'administration générale de l'enseignement

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 87, modifié par les lois spéciales du 8 août 1988 et du 16 juillet 1993;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 9 février 1998 portant délégations de compétence et de signature aux fonctionnaires généraux et à certains autres agents des Services du Gouvernement de la Communauté française - Ministère de la Communauté française;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 novembre 2013 portant organisation des contrôles et audit internes budgétaires et comptables ainsi que du contrôle administratif et budgétaire;

Considérant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 décembre 1996 portant création du Ministère de la Communauté française;

Sur proposition du Ministre de la Fonction publique;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. § 1^{er}. A l'article 4, § 6, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 9 février 1998 portant délégation de compétence et de signature aux fonctionnaires généraux et à certains autres agents des Services du Gouvernement de la Communauté française - Ministère de la Communauté française, les termes « *L'Administrateur général de l'Administration générale de l'Enseignement et de la Recherche scientifique* » sont remplacés par les termes « *L'Administrateur général de l'Administration générale de l'Enseignement* ».

§ 2. Au § 7 du même article, les termes « *L'Administrateur général de l'Administration générale de l'Enseignement et de la Recherche scientifique* » sont remplacés par les termes « *L'Administrateur général de l'Administration générale de l'Enseignement* ».

Art. 2. A l'article 17 du même arrêté, les termes « *L'Administrateur général de l'Administration générale de l'Enseignement et de la Recherche scientifique* » sont remplacés par les termes « *L'Administrateur général de l'Administration générale de l'Enseignement* ».

Art. 3. A l'article 51 du même arrêté, les termes « *L'Administrateur général de l'Administration générale de l'Enseignement et de la Recherche scientifique* » sont remplacés par les termes « *L'Administrateur général de l'Administration générale de l'Enseignement* ».

Art. 4. A l'article 58, alinéa 3, du même arrêté, les termes « *L'Administrateur général dirigeant l'Administration générale de l'Enseignement et de la Recherche scientifique* » sont remplacés par les termes « *L'Administrateur général de l'Administration générale de l'Enseignement* ».

Art. 5. Dans le même arrêté, le titre de la section 3, du Chapitre III, est remplacé par le titre suivant : « *Section 3. : Délégations particulières à l'Administration générale de l'enseignement pour ce qui concerne les compétences relatives aux personnels de l'enseignement* ».

Art. 6. § 1^{er}. A l'article 69, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du même arrêté, les termes « *des personnels* » sont supprimés.

§ 2. A l'article 69, § 1^{er}, 20°, les termes « *L'Administration générale de l'Enseignement et la Recherche scientifique* » sont remplacés par les termes « *la Direction générale de l'enseignement obligatoire* ».

§ 3. Les points 21°, 22° et 32° de l'article 69, § 1^{er}, du même arrêté sont supprimés.

§ 4. A l'article 69, § 2, du même arrêté, les alinéas 2 et 3 sont insérés comme suit :

« *L'Administrateur général de l'Administration de l'enseignement peut déléguer les compétences visées au § 1^{er} au Directeur général des personnels de l'enseignement organisé par la Communauté française, au Directeur général des personnels de l'enseignement subventionné, au Directeur général adjoint du service général de la coordination, conception et des relations sociales ou au Directeur général adjoint du service général de gestion des personnels de l'enseignement subventionné, indépendamment de leurs attributions respectives.*